



Château d'Ecouen 95440 Ecouen

Aménagement de 2 logements dans la maison des jardiniers à Ecouen

CCTP Phase DCE

LOT 00 – Prescriptions communes

IND B Octobre 2025

Architecte	B.E.T TCE	B.E.T Structure
LUME Architectes lume architectes	GICA  Groupement d'ingénierie & de conception architecturale	Poésie Constructive 
22 rue Jules Verne 75011 Paris	21 Quai d'Argonne 94170 Le Perreux-sur-Marne	3 Av. Victoria 75004 Paris

1 SOMMAIRE

1	PRESENTATION DE L'OPERATION	5
2	MAÎTRISE D'ŒUVRE	5
3	LISTE DES LOTS.....	6
4	DISPOSITIONS GENERALES.....	6
4.1	Objet du présent document.....	6
4.2	Application du présent document	6
4.3	Classement vis-à-vis de la sécurité incendie	7
4.4	Phasage des travaux – Planning prévisionnel – site occupé	7
4.5	Connaissance des lieux	7
4.6	Sécurité des ouvriers et des visiteurs autorisés à pénétrer sur le chantier	8
4.7	Sécurité aux abords du chantier	8
4.8	Limitation des nuisances	9
4.9	Règlementation concernant les engins de chantier.....	9
4.10	Retrait d'un membre du personnel à la suite de plainte.....	9
4.11	Badges	9
4.12	Gestion des clés.....	10
4.13	Démarches et autorisations	10
4.14	Relation avec les organismes concessionnaires	10
4.15	Autres dispositions générales.....	11
4.16	Vérification des côtes	11
4.17	Implantations - traits de niveaux.....	11
4.18	Charges climatiques	12
4.19	Surcharges d'exploitation.....	12
4.20	Réservations et incorporations	12
4.21	Malfaçons.....	13
4.22	Echantillons	13
4.23	Responsabilité pour vols et dégradations	14
4.23.1	Responsabilités des entrepreneurs	14
4.23.2	Dégradations causées aux ouvrages finis	15

4.24	Qualité des matériaux, matériels et appareils de toute nature	15
4.25	Gravois – nettoyages	16
4.26	Erreurs ou omissions dans les documents	17
4.27	Plans d'exécution – dessins et schémas	17
4.28	Essais, Contrôle technique et autocontrôle	20
4.29	Organisme de contrôle et coordinateur SSI	22
4.30	Problème de coordination.....	22
4.31	OPR et Réception	23
4.31.1	Procédure des opérations préalables à la réception (OPR) et réception.....	23
4.31.2	Déroulement des OPR	23
4.31.3	Reception.....	24
4.31.4	Après Reception.....	24
4.31.5	Garantie de parfait achèvement.....	25
4.32	Engagement de l'entreprise	26
4.33	Sécurité et protection de la sante	26
4.34	Travaux en milieu amianté et/ou plombé	27
4.35	Réglementation	28
4.35.1	Généralités.....	28
4.35.2	Règlements et Decrets.....	29
4.35.3	Documents Techniques Unifiés (DTU)	29
4.35.4	Normes Françaises (NF)	29
4.35.5	Avis Techniques	30
4.35.6	Documents publiés par les organismes divers.....	30
4.35.7	Prescriptions des fabricants.....	30
4.36	Tolérances Dimensionnelles	30
4.37	Prescriptions incendies.....	31
4.38	Dispositions particulières relatives au permis de construire.....	31
4.39	Conformité du projet avec la réglementation acoustique et la réglementation thermique	31
4.40	Connaissance et respect des textes normatifs et dispositions précitées	31

4.41	Modifications apportées à la suite d'un changement de réglementation	31
4.42	Liaisons entre les intervenants	32
4.43	Présentation des offres	32

1 PRESENTATION DE L'OPERATION

Le Musée National de la Résistance, situé dans le château d'Ecouen, a entrepris des travaux de rénovation de la maison du Jardinier. Ces travaux, en deux phases, ont consisté en premier lieu par la rénovation extérieure réalisée sous le Maitrise d'œuvre de l'architecte du patrimoine Régis Martin.

Le bâtiment est un pavillon établi sur deux niveaux avec combles sur un sous-sol partiel. Il était initialement à vocation d'un logement, mais a été déjà divisé en deux.

L'objet de la présente consultation correspond aux travaux d'aménagements intérieurs, et redistribution des espaces, dans la continuité de ces premiers travaux.

Le diagnostic amiante est joint au présent dossier de consultation. En cas de présence d'amiante, **chaque ouvrier devra être en sous-section 4.**

2 MAÎTRISE D'ŒUVRE

La Maîtrise d'œuvre, concepteur et auteur du projet, et sous la direction de laquelle seront exécutés les travaux, est assurée par :

Architecte
LUME Architectes
22 rue Jules Verne
75011 Paris

Bureau D'études
GICA
128bis avenue du général Leclerc
94360 Bry-sur-Marne
Tel : 01 84 23 73 31

Bureau D'études
Poésie Constructive
3 Av. Victoria
75004 Paris
Tel : 07 83 80 82 14

3 LISTE DES LOTS

Lot	n°	00	Prescriptions communes TCE
Lot	n°	01	Installation de Chantier, Curage, Maçonnerie
Lot	n°	02	Plâtrerie, Menuiseries Intérieures, Revêtements, Peinture
Lot	n°	03	Menuiseries Intérieures
Lot	n°	04	Electricité Cfo-cfa
Lot	n°	05	Plomberie - CVC

4 DISPOSITIONS GENERALES

4.1 Objet du présent document

Ce présent document rassemble l'ensemble des prescriptions communes à tous les corps d'états et évite ainsi de répéter les mêmes textes à chaque CCTP particulier.

4.2 Application du présent document

Le présent cahier fait partie intégrante du cahier propre à chaque corps d'état qui subdivisent l'opération susvisée ; l'expression "Cahier des Clauses Techniques Particulières" implique l'application sans restriction du présent CCTC sans qu'il soit nécessaire d'y faire référence et son application ne peut être dissociée du dossier de plans et des documents auxquels font référence les pièces contractuelles.

En cas de contradiction entre les prescriptions du CCTC et celles d'un CCTP relatif à l'un des corps d'états, ce sont celles de ce dernier document qui prévalent.

Les spécifications des différents CCTP peuvent préciser ou compléter les prescriptions du présent document, étant bien entendu que celles-ci sont des prescriptions minimales au-dessous desquelles aucune dérogation ne sera admise, sauf stipulation explicite avec référence du texte auquel il est dérogé.

Les prescriptions techniques communes du présent document et les prescriptions techniques particulières des différents corps d'états donnent une description aussi complète que possible des travaux à exécuter, dans le but de permettre à l'entrepreneur d'interpréter les plans, de préciser la nature des matériaux à employer et de connaître les particularités de fabrication et de mise en œuvre.

Ces prescriptions ne peuvent prétendre à une description complète et parfaite des travaux et il convient de souligner que cette description des travaux n'a pas un caractère limitatif.

L'entrepreneur doit exécuter, sans exception ni réserve, tous les travaux de sa profession et donc inclure dans son offre globale et forfaitaire, non seulement les travaux et fournitures décrits dans ces documents,

mais encore ceux qui auraient pu échapper aux détails de la description et qui sont indispensables pour le complet achèvement des ouvrages Tous Corps d'Etat suivant les plans remis et les règles de l'Art.

L'entrepreneur suppléera par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être mal indiqués ou omis dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières et les plans.

4.3 Classement vis-à-vis de la sécurité incendie

La réglementation applicable en matière de sécurité incendie est la suivante :

Le bâtiment est classé en **Immeuble de logement de 2nde famille** vis-à-vis de l'arrêté du 25 Juin 1980 modifié.

4.4 Phasage des travaux – Planning prévisionnel – site occupé

L'entreprise doit prendre connaissance des dispositions pour son chiffrage des phasages, des installations, et du planning prévisionnel de réalisation qui sont prévus pour cette opération. Elle devra prendre connaissance du contenu des prescriptions concernant le programme de travaux de manière globale.

Cette connaissance de l'ensemble du projet lui permettra d'apprécier l'ensemble des travaux et prestations à prévoir pour une installation complète, réputée prendre en compte l'ensemble des prestations nécessaires à l'aboutissement du projet pour le compte du maître de l'ouvrage.

L'entreprise devra fournir avant travaux son planning prévisionnel de Travaux.

4.5 Connaissance des lieux

Les entrepreneurs sont réputés par le fait d'avoir remis leur offre :

- Avoir pris connaissance de l'ensemble des plans d'architecture, plans techniques, rapport de sol, permis de construire, C.C.T.P et leurs tableaux annexes, P.G.C. S.P.S., cadres D.P.G.F. et tous les documents annexes faisant partie du dossier de consultation pour la réalisation des travaux tous corps d'état étant entendu que l'entreprise est tenue à une obligation de résultat pour l'ensemble des travaux.
- Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage, de matériaux, etc., des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc...
- Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages, s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité.

- Avoir procédé à une visite détaillée des lieux d'exécution des ouvrages à réaliser, objet du présent programme, et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives au lieu des travaux, aux aspects des abords, aux difficultés d'accès, aux conditions de protection nécessitées par la proximité du voisinage.
- Avoir procédé à toutes les analyses et sondages nécessaires après autorisation du Maître d'Ouvrage.
- Avoir contrôlé toutes les indications du dossier d'appel d'offres, notamment celles données par les plans architecturaux, plans de détails et les pièces écrites, s'étant assuré qu'elles sont exactes, concordantes et suffisantes, s'être entouré de tous renseignements complémentaires auprès du Maître d'œuvre et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics, (concessionnaires) et de caractère public pour les prestations qui sont en relation avec eux
- Les entreprises soumissionnaires sont tenues, lors de la remise de leur prix, de signaler les remarques ou anomalies qu'elles pourraient relever dans les documents contractuels constituant le dossier d'Appel d'Offres. Dans le cas où aucune observation ne serait présentée lors de la remise des offres, l'entreprise adjudicataire ne pourra se prévaloir en cours d'exécution, d'erreurs, d'omissions, de non-concordance entre les pièces contractuelles, etc., pour demander au Maître d'Ouvrage une augmentation du montant du marché de base.

En résumé, les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

4.6 Sécurité des ouvriers et des visiteurs autorisés à pénétrer sur le chantier

Les entreprises et les entreprises sous-traitantes devront mettre tous les moyens en œuvre afin d'éviter tous risques corporels ou matériels aux ouvriers et visiteurs autorisés à pénétrer sur le chantier.

Toutes ces dispositions seront conformes aux spécifications de la loi et du décret concernant la sécurité et la protection de la santé visés aux articles ci-dessous et aux dispositions du P.G.C. S.P.S. établi par le C.S.P.S.

4.7 Sécurité aux abords du chantier

A la prise de possession des lieux, l'entrepreneur ainsi que les entreprises sous-traitantes devront tenir compte des points ci-dessous :

Contrainte d'accès : Afin d'assurer la sécurité aux abords du chantier, l'entreprise principale devra à chaque entrée et sortie de véhicule, poster une personne chargée de la circulation et de la sécurité et ce pendant

toute la durée de l'emprunt des voies d'accès.

Voisinage : Le chantier étant situé en zone urbaine, toutes dispositions devront être prises afin d'assurer la sécurité des personnes empruntant les trottoirs et voies d'accès à proximité du chantier.

Voies de dessertes urbaines :

L'entrepreneur du lot principal devra faire procéder à la mise en place d'une signalisation de chantier.

L'entrepreneur du lot principal organisera la sécurité en liaison avec les services municipaux responsables auprès desquels il devra obtenir toutes les autorisations nécessaires.

Dans tous les cas, il est rappelé que l'ensemble du périmètre de l'opération concernant le chantier devra être clôturé afin d'en interdire l'accès à toute personne non autorisée.

4.8 Limitation des nuisances

En complément des dispositions du C.C.T.C. et de la réglementation concernant les engins de chantier tels que détaillés aux articles ci-dessous, les entreprises devront d'une façon générale limiter les nuisances dues à la réalisation des travaux.

Des dispositions particulières concernant la limitation des nuisances seront précisées lors de l'établissement des fiches de travaux individualisées pour chaque type d'intervention.

D'une façon générale, l'entrepreneur et les entreprises sous-traitantes seront tenus de prendre toutes les précautions nécessaires dans l'utilisation des matériels de chantier afin de respecter la réglementation en vigueur en matière de nuisance.

La limitation des bruits de chantier devra être traitée par les entrepreneurs, dans le strict respect de la législation, de la réglementation en vigueur à ce sujet, ainsi que de la Charte spécifique jointe au DCE.

4.9 Réglementation concernant les engins de chantier

Les entreprises intervenant dans l'opération et utilisant des engins de chantier bruyants seront tenues de prendre toutes les précautions nécessaires (écran, capotage, pot d'échappement, etc...) afin de respecter la réglementation en vigueur.

4.10 Retrait d'un membre du personnel à la suite de plainte

Le Maître d'Ouvrage sur avis du Maître d'œuvre pourra, à la suite de plaintes justifiées par un manquement d'un ou de plusieurs membres du personnel de l'entreprise et des entreprises sous-traitantes, demander à ces entreprises l'exclusion immédiate du ou des responsables.

4.11 Badges

L'ensemble des intervenants sur le chantier devra être badgé.

Il devra être porté en permanence de manière à être parfaitement visible.

Chaque ouvrier devra porter un badge indiquant :

- Le nom du titulaire
- Le nom de l'entreprise dont il dépend
- La photo du titulaire
- La fonction du titulaire au sein de l'entreprise
- Le logo de l'entreprise
- Le logo du Maître d'ouvrage
- La signature du responsable de l'entreprise

4.12 Gestion des clés

Durant les travaux, la gestion des clés sera assurée par **l'entreprise du lot 01**.

Le trousseau de clef d'accès au chantier sera à récupérer quotidiennement à la maison forestière dès 08h00 et à restituer avant 18h00 (canons et clef livrés à l'issue du chantier clos / couvert). Il est composé :

- Clé d'accès à chacun des logements
- Clé d'accès cave
- Clé d'accès à la porte du 2 rue Jean Bullant
- Clé du portillon derrière le jardin

4.13 Démarches et autorisations

Il appartiendra à l'entreprise principale d'effectuer en temps utile toutes démarches et toutes demandes auprès des services publics, services locaux et autres pour obtenir toutes autorisations, instructions, accords, etc... nécessaires à la réalisation des travaux.

4.14 Relation avec les organismes concessionnaires

Passation Corps d'état séparés :

Dans le cas d'une passation en corps d'état séparé les entreprises des lots principale, électricité et CVC-Plomberie avant tout démarrage des travaux devront prendre contact avec l'ensemble des établissements concessionnaires les concernant : électricité, gaz, téléphone, égouts publics, distribution d'eau, service des ordures ménagères, éclairage public, etc... afin de procéder à une mise au point des interventions intéressants ces organismes.

Elles se soumettront à toutes les vérifications et visites des agents de ce service et fournira tous documents et pièces justificatives demandées.

Les entreprises des lots Electricité et CVC-Plomberie prendront le relais pour les sujets concessionnaire les concernant savoir ENEDIS, GAZ, EAU, ASSAINISSEMENT, CHAUFFAGE URBAIN, TELEPHONIE, FIBRE.

L'ensemble des coûts (travaux, études, documents, établissements des Consuels, frais de bureau de contrôle pour les CERFA, etc...) liés aux concessionnaires sont à la charge des entreprises en fonction de leurs lots. L'entreprise du lot Electricité devra se mettre en relation avec les entreprises de CVC/Plomberie et se chargera de collationner l'ensemble des DRE et les déposera aux services du CONSUEL.

Dans tous les cas elles devront par ailleurs se substituer à la maîtrise d'ouvrage dans toutes ses relations avec les établissements concessionnaires, à cet effet elles devront procéder aux prises de rendez-vous techniques, à la rédaction des comptes rendus de ces rendez-vous, au suivi des devis et commandes à passer auprès de chacun des concessionnaires, à l'assistance pour mise en service, etc

4.15 Autres dispositions générales

L'entreprise principale devra faire son affaire de toutes les demandes d'autorisation administratives auprès des administrations communales et départementales relatives à la réalisation des travaux notamment celles concernant les axes depuis la voie publique, les clôtures, l'entretien de la voirie périphérique, les survols, etc...

Par ailleurs, préalablement à toute intervention, l'entreprise devra se mettre en relation avec les compagnies concessionnaires afin de pouvoir neutraliser éventuellement les réseaux existants, E.D.F., G.D.F. eaux, téléphone, Chauffage urbain, égout, etc...

Tous les produits de démolitions complémentaires exécutés au titre du présent chapitre, produit de terrassement, gravois, etc... seront sortis, chargés et évacués aux décharges publiques, la prestation forfaitaire de l'entreprise comprenant les droits de décharge.

L'entreprise devra par ailleurs prévoir l'ensemble des protections de sécurité exigées.

4.16 Vérification des côtes

Les entreprises seront tenues de vérifier soigneusement toutes les cotes figurant sur les plans d'exécution et de s'assurer de leur concordance entre les différents plans.

Chaque Entrepreneur devra s'assurer sur place avant toute mise en œuvre, de la possibilité de suivre les cotes et indications diverses. Dans le cas de doute, il en référera immédiatement au Maître d'œuvre.

L'entreprise principale demeurera seule responsable des erreurs qui pourraient se produire, soit de son fait, soit du fait des autres entreprises par manque de vérification des plans.

L'entreprise principale se soumettra pleinement aux ordres du Maître d'Œuvre en vue de la correction de ces inexactitudes.

Pour l'exécution des travaux, aucune cote ne devra être prise à l'échelle des plans, l'entreprise principale devant s'assurer avant toute mise en œuvre de la possibilité de respecter les côtes et autres indications diverses.

En cas de doute, elles en référeront à la Maîtrise d'œuvre.

4.17 Implantations - traits de niveaux

Les implantations des installations de chantier et des bâtiments projetés seront à la charge de l'entreprise principale.

Les implantations seront réalisées de manière contradictoire en présence du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre et de l'entreprise principale.

Un constat d'huissier sera dressé.

Ce constat sera à la charge de l'entreprise principale.

Par ailleurs, un trait de niveau continu sera réalisé par l'entreprise principale à la cote rigoureuse de 1 m au-dessus du niveau des sols finis avant et après exécution des travaux en intérieur.

Ces traits de niveau intérieurs seront entretenus pendant toute la durée du chantier par l'entreprise principale.

4.18 Charges climatiques

Les charges climatiques seront calculées par le bureau d'études de l'entreprise en conformité avec les règles Neige et Vent.

4.19 Surcharges d'exploitation

Pour les ouvrages en superstructure, les surcharges d'exploitation des planchers sont également celles résultant de l'application de la norme P06.001 à savoir :

- Logements à rez de chaussée et aux étages : 150 daN/m²
- Halls d'entrées et escaliers : 250 daN/m²
- Terrasses : 250 daN/m² auxquels s'ajouteront les surcharges des étanchéités de leur protection et du traitement des espaces extérieurs ainsi que des surcharges climatiques

Toutes ces surcharges d'exploitation s'entendent au sens défini pour ce terme par la norme précitée.

4.20 Réservations et incorporations

L'entrepreneur de Gros œuvre sera tenu de prévoir toutes les réservations conformément aux plans qui lui auront été remis.

La fourniture des caissons de coffrages, tasseaux, boîtes de scellement, négatifs, etc. nécessaires pour les réservations, sera à la charge de l'entrepreneur de Gros œuvre.

Chaque entrepreneur sera tenu de s'assurer que les réservations demandées ont été prévues par le gros œuvre conformément aux plans remis, et il devra le cas échéant, signaler immédiatement au Maître d'œuvre toute inexactitude ou omission qu'il aurait constatée.

Toutes les réservations qui n'auraient pas été réservées au coulage ou à la préfabrication, seront obligatoirement exécutées par le gros œuvre, et les frais en seront supportés

- par l'entrepreneur du corps d'état concerné dans le cas où son plan de réservation serait incomplet ou inexact
- par l'entrepreneur de Gros œuvre dans le cas d'une omission ou erreur de sa part.

Mêmes spécifications pour ce qui est des réservations mal positionnées le cas échéant.

Douilles - Rails et autres éléments incorporés au coulage

L'entrepreneur de Gros œuvre devra la mise en place au coulage de toutes douilles, rails ou autres éléments métalliques ainsi que tous taquets et blochets en bois nécessaires à la réalisation des travaux des autres corps d'état, et ce dans tous les ouvrages en béton ou préfabriqués.

Ces pièces seront fournies en temps utile au gros œuvre par le corps d'état concerné.

Les entrepreneurs concernés fourniront au gros œuvre tous plans et dessins cotés concernant ces incorporations et ils en contrôleront la mise en œuvre en temps voulu, comme il est dit ci-dessus pour les réservations.

Canalisations incorporées au coulage

Dans le cas où des conduits électriques ou des autres canalisations sont prévus posés dans des ouvrages en béton ou préfabriqués, ces conduits ou tubes seront mis en place et maintenus dans les coffrages par les entrepreneurs concernés avant le coulage du béton.

En cas de désordres constatés lors du décoffrage, les entrepreneurs en question feront leur affaire de tous travaux de reprises nécessaires.

Les frais de ces reprises seront à la charge de l'entreprise responsable des désordres.

Cas d'impossibilité de réservations ou incorporations

L'entrepreneur de Gros œuvre pourra ne pas être tenu de réaliser certaines réservations, incorporations, etc. qui lui seraient demandées par les autres corps d'état, dans le cas où une impossibilité technique viendrait à apparaître. Il appartiendra alors à l'entrepreneur de Gros œuvre d'apporter la preuve de cette impossibilité avec toutes justifications techniques valables à l'appui.

Dans ce cas, l'entrepreneur demandeur aura à trouver une autre solution d'exécution.

Tous percements, saignées, trous et feuilures dans les ouvrages ainsi que les bouchements, scellements et calfeutrements seront dans tous les cas exécutés par l'entreprise principale.

4.21 Malfaçons

Les entreprises sont tenues de rectifier en temps opportuns toutes malfaçons qui seraient de nature à créer des difficultés dans l'exécution d'ouvrage et d'obliger un supplément de fourniture de travaux.

Faute à elle de se conformer à cette obligation le Maître d'œuvre pourra la déclarer responsable et lui faire supporter tout ou partie des frais nécessités pour la reprise des ouvrages non conformes.

4.22 Echantillons

Les entreprises seront tenues de fournir, dans un délai de 3 semaines suivant l'ouverture du chantier, tous les échantillons, matériaux, matériels et appareillages et réaliser tous les prototypes qui leurs seront demandés par la Maîtrise d'œuvre et la Maîtrise d'ouvrage.

Avant l'ouverture du chantier, il sera procédé à la constitution d'une commission d'équipement à laquelle participeront le Maître d'œuvre, le Maître d'ouvrage et les entreprises concernées. Cette commission d'équipement veillera à la fourniture des échantillons.

A la suite, les échantillons seront fournis en une seule fois pour l'ensemble des matériaux et matériels après réunion préparatoire de la commission 15 jours avant la date fixée pour cette remise.

Les entreprises seront tenues d'employer des matériels et matériaux de caractéristiques techniques conformes à ceux prescrits dans les articles ci-dessous des C.C.T.P.

Dans tous les cas où le mot «équivalent » ou «similaire » est employé dans un C.C.T.P., l'entrepreneur est tenu avant toute mise en œuvre de soumettre le matériau ou le matériel de substitution avec le nom du fabricant à l'acceptation préalable de la Maîtrise d'œuvre et de la Maîtrise d'ouvrage qui seules, apprécieront s'il y a réellement équivalence ou similitude.

En cas de divergence de point de vue en ce qui concerne cette équivalence ou similitude, l'entreprise sera tenue de fournir les matériaux et matériels de référence et ceci sans plus-value.

Le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'Œuvre se réservent la possibilité de refuser les marques proposées en remplacement si celles-ci ne semblent pas présenter les qualités techniques et esthétiques souhaitées.

Les échantillons pourront être éprouvés et éventuellement abîmés ou détériorés par le Maître d'Œuvre ou par le Maître de l'Ouvrage, sans que l'entrepreneur puisse n'élever aucune réclamation de ce fait, ni prétendre au remboursement de ces échantillons.

Les modèles définitivement acceptés seront répertoriés, assemblés s'il y a lieu sur des panneaux étiquetés et déposés au bureau de chantier pour servir de base de comparaison avec les livraisons faites.

4.23 Responsabilité pour vols et dégradations

L'Entrepreneur doit la protection de ses propres ouvrages pendant l'exécution des travaux et jusqu'à la réception de l'opération ainsi que les emballages, si nécessaire, de l'ensemble du matériel fourni par le présent corps d'état.

Les protections mises en place ne doivent pas gêner l'exécution des travaux des autres corps d'état.

L'Entrepreneur est tenu de prévoir toutes les protections nécessaires pour éviter que les installations réalisées par un autre corps d'état ne soient pas détériorées à la suite de ses interventions. En fin de travaux, il doit l'enlèvement de toutes les protections provisoires, le nettoyage de ses ouvrages, ainsi que les remises en état éventuellement nécessaires.

4.23.1 Responsabilités des entrepreneurs

Chaque entrepreneur sera responsable pendant toute la durée du chantier, des dégâts qui pourraient survenir du fait des travaux aux bâtiments en cours d'exécution, aux propriétés voisines et aux tiers. Il devra de ce fait faire procéder à tous les travaux de réparation, de réfection ou de nettoyage nécessaires dans le

délai fixé par le Maître d'œuvre, qui, si ce délai n'est pas respecté pourra les faire exécuter immédiatement aux frais de l'entreprise responsable sans qu'il en soit besoin de mise en demeure.

Dans le cas où le responsable ne peut être connu, le Maître d'œuvre fera exécuter les travaux, et les frais seront portés au compte prorata.

4.23.2 Dégradations causées aux ouvrages finis

Dès la constatation de dégradations causées à ses ouvrages, l'entrepreneur signale au Maître d'œuvre les nettoyages spéciaux, réfections, réparations ou remplacements de l'ouvrage ou partie d'ouvrage qui sont rendus nécessaires par des salissures profondes ou par des dégradations causées par les autres corps d'état travaillant sur le chantier.

Les frais occasionnés à l'entrepreneur pour la remise en état sont récupérables par application des dispositions de l'article 11.2 de la Norme NF P 03-001 et 3.1 de son annexe A dans le cas où le responsable des dégâts a été identifié, et 11.31 de ladite norme dans le cas où ces dégâts relèvent du compte prorata.

4.24 Qualité des matériaux, matériels et appareils de toute nature

Tous les appareils utilisés devront être conformes aux normes françaises. Si pour une raison quelconque un matériel ou un procédé ne se rattache pas à une norme ou un avis technique, le Maître d'Ouvrage, sur avis de son bureau de contrôle, sera seul juge de son emploi.

Tous les matériels employés devront être neufs ils devront être munis de leur étiquette d'origine, avoir une estampille NF, être garantis par le constructeur pour l'utilisation envisagée.

La conception des ensembles et des équipements, le dimensionnement des matériels, l'exécution des installations devront assurer dans les meilleures conditions la sécurité du personnel, la conservation du matériel et la permanence d'exploitation des installations.

Tous les équipements terminaux implantés sur le site devront comporter des indications d'utilisation et de fonctionnement en langue française.

Les éventuelles détériorations de la protection seront remises en état après montage.

Le matériel exposé à des changements de température sera, si nécessaire, muni de résistances thermostatées destinées à éviter la condensation.

Les caractéristiques mécaniques (protection contre les chocs, contre les liquides ou les corps solides) seront adaptées à l'utilisation prévue de l'équipement.

Nota : l'entreprise devra au Maître d'ouvrage, des Fiches de Déclaration Environnementales et Sanitaires (FDES) des produits de construction se rapportant à la structure, à l'enveloppe, au cloisonnement et aux revêtements intérieurs, relatifs à leur corps d'état en référence à l'application de la norme NF P01-010 et les Profils Environnementaux de Produits (PEP) conformes à la norme ISO 14025 pour les équipements électriques

Indépendamment de leur conformité avec les prescriptions des normes, les matériaux, matériels et appareils qui seront employés ou fournis pour la réalisation des travaux du programme, seront toujours de la première qualité et mis en œuvre selon les règles de l'Art et de la bonne construction. Les appareils spéciaux seront garantis par le label de qualité pour tous ceux pour lesquels un label est attribué.

Le Maître d'Ouvrage pourra se fixer un niveau de performance en la matière d'utilisation des matériaux renouvelables et des produits recyclés.

On entend actuellement par des produits recyclés, des produits de construction dont certains composants utilisés dans leur fabrication, sont issus d'une filière de recyclage à partir de matière récupérée au sens de la norme NF P 01-010..

4.25 Gravois – nettoyages

L'entreprise principale, fera son affaire de tous les gravois avec mise en place de bennes sur la zone de stockage et évacuation aux décharges publiques.

La descente et le chargement en bennes des gravois provenant des travaux à réaliser seront effectués quotidiennement afin de maintenir constamment le chantier en état convenable de propreté. Ces prestations seront effectuées quotidiennement par l'ensemble des intervenants sur l'emprise de leur zone de travaux.

Si cet état de propreté n'est pas jugé suffisant par le Maître d'Œuvre, celui-ci fera procéder aux enlèvements et nettoyages nécessaires par une entreprise de son choix, aux frais des entreprises en défaut.

Interdiction formelle est faite aux ouvriers travaillant sur le chantier de faire du feu dans les locaux ou à l'extérieur, écrire ou dessiner sur les murs, même destinés à être enduits, utiliser les locaux en construction comme vestiaires, réserves, cantines, W-C., etc... et de toute façon, de commettre toute action nuisible à la propreté et à l'hygiène du chantier.

Toute dégradation sera imputée à l'entreprise en défaut ou au compte prorata si le coupable n'est pas désigné.

Les gravois provenant des travaux seront donc descendus, sortis et chargés en bennes et évacués aux décharges publiques par l'entreprise générale ou principale.

A défaut de place, le tri sélectif des déchets sera réalisé en déchèterie et non sur le site de l'opération. Cette solution ne sera pas privilégiée et sera assujetti de justificatif écrit de la déchèterie permettant d'affirmer la prise en compte d'un tri sélectif déporté.

Avant les opérations préalablement à la réception, tous les ouvrages seront nettoyés et préparés pour leur livraison en état de service.

Ce nettoyage sera effectué par l'ensemble des entreprises.

En cas de non-exécution des prescriptions ci-dessus, la Maîtrise d'œuvre se réserve le droit de faire appel à une entreprise spécialisée.

A cet effet, le Maître d'œuvre transmettra par tout moyen permettant de fixer une date certaine (lettre avec accusée de réception, télécopie, mail etc...), une mise en demeure à l'entreprise de satisfaire à ses obligations dans un délai qui ne pourra être inférieur à 24 heures.

Si l'entreprise ne s'est pas exécutée, le Maître d'œuvre fera intervenir une autre entreprise en lieu et place de l'entreprise défaillante sans autre formalité et aux frais de l'entreprise responsable que ce soit pour la réception et également pendant la phase chantier.

Les Entrepreneurs des différents lots seront tenus de procéder à l'enlèvement de leurs gravois respectifs, de façon à maintenir constamment le chantier en état convenable de propreté.

Si cet état de propreté n'est pas jugé suffisant par le Maître d'œuvre, celui-ci fera procéder aux enlèvements et nettoyages nécessaires par l'entreprise de Gros-Œuvre, aux frais du ou des Entrepreneurs négligents ou, s'il y a lieu, au compte prorata.

4.26 Erreurs ou omissions dans les documents

Le C.C.T.P. et les plans dressés par le Maître d'Œuvre font connaître le programme général des travaux à réaliser et les modes d'exécution des travaux.

En cas d'omission, d'imprécision ou de contradiction dans les documents, il est fait obligation à l'entreprise générale d'obtenir du Maître d'Œuvre, toutes précisions ou renseignements complémentaires nécessaires et ceci au stade de l'établissement de son offre et de prévoir dans sa proposition globale et forfaitaire tous travaux indispensables pour un achèvement complet de l'ouvrage.

L'entreprise ne pourra, par conséquent, faire état ultérieurement, d'erreurs, d'omissions ou d'imprécisions quelconques, pour justifier une demande d'augmentation du montant de son marché ou pour se soustraire à l'exécution de travaux nécessaires à l'achèvement complet des ouvrages.

Dans le même esprit, les divergences d'interprétation que pourraient soulever éventuellement certaines dispositions du C.C.T.P. des plans et des documents techniques de référence, seront réglées conformément aux décisions du Maître d'Œuvre.

Il est par ailleurs précisé que la clause de priorité prévue entre les C.C.T.P. et les plans ne saurait conduire l'entreprise à se soustraire à l'exécution d'un ouvrage quelconque figurant dans une des pièces du marché, plans ou pièces écrites.

Cette priorité ne joue qu'en cas de contradiction.

En conséquence tout ouvrage figurant aux plans et non décrit au présent document ou inversement, est formellement dû.

4.27 Plans d'exécution – dessins et schémas

Avant Exécution des travaux

La mission confiée par le Maître d'Ouvrage à la Maîtrise d'Œuvre est une mission de Base au sens de la loi MOP, elle ne comporte pas les études techniques d'exécution.

En dehors des plans joints au dossier de consultation, aucun autre plan ne sera fourni par la Maîtrise d'Œuvre.

Les entreprises et leurs sous-traitants ont à leur charge la réalisation par un ou des Bureaux d'Etudes de l'ensemble de l'étude technique d'exécution qui comporteront toutes les notes de calculs justificatives, synoptiques, plans, et détails aux échelles suffisantes, ainsi que les fiches techniques.

Les entreprises devront fournir au maître d'œuvre avant la réalisation des études la liste de plan, le maître d'œuvre devra l'approuver. En outre il est attendu en plus de tous les plans et schémas techniques, un planning de réalisation des travaux. Le nombre d'exemplaire et le format de diffusion sera indiqué au démarrage du projet. Les entreprises devront prévoir dans leur offre la diffusion papier des documents, mais il sera favorisé une diffusion via plateforme numérique.

Elles devront fournir cette étude technique dans les délais fixés dans le planning d'études établi en période de préparation aux :

- Maître d'Ouvrage
- Maître d'Œuvre
- OPC
- Coordinateur SPS

Cette étude sera modifiée afin de prendre en compte les observations émises par les quatre destinataires ci-dessus, qui disposent du délai réglementaire de deux semaines pour les viser, autant de fois qu'il le sera nécessaire jusqu'à l'approbation.

L'adjudicataire sera tenu d'obtenir tous les permis, certificats et autres documents prévus par la loi. Il sera également responsable de l'exécution de tous les essais et de l'obtention des approbations délivrées par les autorités.

Elles communiqueront au Contrôleur technique dans les délais suffisants, toutes études techniques, tous calculs, tous dossiers d'exécution, etc.... et ce, sur simple demande du Maître d'Œuvre et se soumettront, sans restriction, ni réserve, ni supplément, aux observations et instructions émanant de cet organisme.

Les documents d'exécution établis par l'entrepreneur, ne peuvent en aucune façon modifier le marché.

Ils seront soumis au Maître d'Œuvre, au fur et à mesure des besoins et trois semaines au minimum avant exécution des ouvrages concernés afin qu'il puisse les contrôler et les rectifier, s'il y a lieu, avant de les approuver.

Ces mêmes documents seront remis pour approbation au contrôleur technique, deux semaines au minimum avant l'exécution des ouvrages concernés.

Cette approbation ne peut, en aucune façon, relever l'entrepreneur de son obligation de respecter les clauses de son marché.

Les notes de calcul sont établies conformément aux règles en vigueur à la date de base du marché.

Les modifications demandées par le Maître d'Œuvre ne diminuent en rien la responsabilité de l'entrepreneur, si celui-ci n'a pas présenté en temps utile des objections écrites et motivées. L'acceptation ou le rejet des réclamations présentées par l'entrepreneur sera soumis, pour approbation, au Maître de l'Ouvrage.

Si l'entrepreneur exécute des ouvrages sans avoir soumis au Maître d'Œuvre les documents visés au

présent article, il est entièrement responsable des conséquences de cette omission qui peut entraîner le refus de l'ouvrage et sa démolition à ses frais.

Outre l'application des pénalités fixées, l'entrepreneur est responsable du retard dans l'exécution des travaux résultant de la remise tardive de ces documents et des corrections et compléments d'études nécessités par leur mise au point.

La mission de synthèse est à la charge de l'entreprise principale, elle comprend sous le contrôle du Maître d'œuvre la coordination technique et l'élaboration des plans, documents de synthèse et leur mise à jour. L'entreprise principale désignera une personne qualifiée pendant tout le temps nécessaire à l'aboutissement des travaux de synthèse pour permettre l'élaboration des documents de synthèse et la participation à la mise au point des plans d'exécution dans le cadre du calendrier défini.

Après Exécution des travaux

Les entreprises devront remettre au Maître d'Œuvre un Dossier des Ouvrages Exécutés concernant les travaux réellement effectués.

Aussitôt après la réception avec réserves, commencera une période de fonctionnement normal. Jusqu'à la réception définitive, l'Entreprise aura à sa charge les prestations suivantes :

- Mise en service des installations,
- Participation à tous les contrôles, mises au point et vérifications du matériel,
- Exécution de tous les travaux répertoriés dans les listes de réserves statiques et dynamiques,
- Remise au Maître d'Ouvrage, après accord du Maître d'Œuvre, du dossier complet de l'installation.

Le dossier complet, ayant servi à l'examen par le Maître d'Œuvre, sera conservé par celui-ci et ne fait pas partie des exemplaires remis au Maître d'Ouvrage.

Ce dossier comprendra :

- La mise à jour des documents DCE et d'études d'exécution de l'entreprise
- Tous les plans
- Tous les schémas, synoptiques, détails d'exécutions
- Note de calcul
- Fiches produits
- PV essais
- Les fiches d'autocontrôle (installation, fonctionnement, ...)
- Mesure de la prise de terre pour le lot électricité
- PV du bureau de contrôle avec attestation de levée des réserves
- Attestations de calfeutrement
- Attestations de formation sur les systèmes
- Les notices techniques d'emploi et d'entretien de tous les équipements
- Les procédures de maintenance de l'ensemble du matériel
- Préconisation de maintenance
- Tous les documents nécessaires à l'élaboration du dossier SSI

- DOE au format numérique (CD+clé USB), le nombre d'exemplaires sera communiqué à la demande de l'entreprise par la maîtrise d'œuvre et maîtrise d'ouvrage.
- Tous documents jugés utiles par la maîtrise d'œuvre ou d'ouvrage en général.

Tous les documents nécessaires à l'établissement des DIUO (Dossier d'Intervention Ulérieur sur les Ouvrages) demandés par la maîtrise d'ouvrage et le titulaire de cette mission (Coordinateur SPS) seront fournis, jusqu'à obtention de la satisfaction des intéressés.

4.28 Essais, Contrôle technique et autocontrôle

Il est rappelé l'obligation pour les constructeurs de procéder pendant la période d'exécution des travaux aux vérifications techniques leur incombant aux termes de la loi N° 78.12 du 4 Janvier 1978 et les textes subséquents.

L'entreprise devra prendre contact en temps utile avec le contrôleur technique afin de connaître les sujétions que celui-ci pourrait lui suggérer tant sur la conception que sur le mode de mise en œuvre. Il est souligné que les modifications indiquées éventuellement par le contrôleur technique ne peuvent donner lieu à un supplément au prix forfaitaire étant donné qu'il ne peut s'agir que de mise en conformité avec la réglementation en vigueur.

L'entreprise concernée devra prendre à sa charge, avant réception, les essais et vérifications. Les essais seront exécutés conformément aux recommandations des Textes Officiels en vigueur. L'entreprise doit donner suffisamment à l'avance les dates et le lieu des essais. Parallèlement, il soumettra au Maître d'Ouvrage et à ses représentants un planning détaillé et les procédures d'essais détaillées. Les fiches d'essais devront obligatoirement mentionner les valeurs garanties et les références aux normes concernées. Le Maître d'Ouvrage ou ses représentants se réservent le droit d'assister à tout ou partie des essais, ou de se faire représenter par un organisme conseil de son choix. Si, lors de visites d'inspection, et sans en avoir prévenu à l'avance par l'entreprise, le Maître d'Ouvrage et ses représentants constataient objectivement que les essais prévus au planning ne pouvaient être réalisés au temps programmé, l'entreprise aurait à supporter les coûts de la ou des visites complémentaires du Maître d'Ouvrage et de ses représentants rendus nécessaires par la négligence de l'Entreprise. En cas d'absence de représentants qualifiés de l'entreprise le jour prévu pour les essais, ou si dans l'opinion du Maître d'Ouvrage et de ses représentants, les essais sont indûment retardés, le Maître d'Ouvrage ou ses représentants peuvent notifier l'entreprise d'exécuter ces tests dans les 10 jours après réception de la notification et dans les conditions requises par le présent document. Si l'entreprise manquait à cette obligation, le Maître d'Ouvrage ou ses représentants se réservent le droit de faire exécuter les essais par un organisme de son choix, aux frais et aux risques de l'entreprise.

Les P.V. d'essais et/ou autocontrôle sont rédigés par l'entreprise. Outre les résultats des essais, ces P.V. comportent toutes les informations nécessaires à l'exploitation. (Réglages, points de consignes, etc...). Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans les procès-verbaux qui devront être envoyés pour examen au Contrôleur technique en deux exemplaires, au Maître d'œuvre en trois exemplaires.

Afin de prévenir les aléas techniques, découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, l'entreprise devra comprendre dans son offre le programme de contrôle interne en précisant des

dispositions prévues sur le chantier pour en assurer le respect et procéder pendant la période d'exécution des travaux et vérifications techniques qui leur incombent suivant les termes de la loi précitée.

Les fondations et bétons subiront les essais et vérifications prévus par le DTU N° 21 ainsi que ceux référencés à partir de ce dernier et suivant les demandes du Maître d'œuvre et du bureau de contrôle.

Les vérifications et essais de fonctionnement concernent les installations suivantes :

- Réseaux d'alimentation d'eau de chauffage et d'assainissement
- Chauffage, ventilation mécanique
- Installations électriques y compris éclairage extérieur
- Production et distribution d'eau chaude, distribution d'eau froide, évacuations
- Courants faibles
- Les essais pour dallage, maçonnerie, béton, étanchéité etc... sont précisés dans leur D.T.U respectif

La liste donnée ci-dessus n'est pas exhaustive. Les essais spécifiques à certains équipements sont spécifiés sous le titre concerné.

Il est précisé que les essais de chauffage et de ventilation seront fonction des conditions atmosphériques.

En début de chantier l'entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre.

Le contrôle interne auxquelles sont assujetties les entreprises devra être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché
- Au niveau du stockage, l'entreprise s'assurera que celles de ces fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement protégées
- Au niveau de la fabrication de la mise en œuvre les responsables des contrôles internes de l'entreprise vérifieront que la réalisation est faite conformément au D.T.U ou aux règles de l'Art
- Au niveau de l'interface entre corps d'état, l'Entrepreneur vérifiera, tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages exécutés ou à réaliser par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations,
- Au niveau des essais réalisera les vérifications d'essais imposés par le D.T.U. et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites ou demandés par le Maître d'œuvre ou le Bureau de Contrôle.

Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans des procès-verbaux, qui seront transmis pour examen au Maître d'œuvre et au Bureau de Contrôle (éventuel).

Au cas où il serait constaté qu'une entreprise n'est pas en mesure de procéder d'une façon satisfaisante aux essais de contrôles qui lui sont imposés, le Maître d'œuvre se chargerait de la réalisation de ces essais par un laboratoire de son choix et aux frais de l'entrepreneur.

L'Entrepreneur doit, à tout moment, rester à la disposition des représentants du Maître d'œuvre pour lui permettre d'effectuer tous les contrôles que celle-ci jugera nécessaires, que ses contrôles aient lieu sur le chantier, en atelier ou en usine.

Lorsque certains ouvrages sont destinés à être cachés dans les ouvrages définitifs, il doit le signaler à temps pour que les contrôles puissent être effectués en présence d'un représentant qualifié du Maître d'œuvre.

Il est rappelé l'obligation pour les constructeurs de procéder, pendant la période d'exécution des travaux, aux vérifications techniques qui leur incombent aux termes de la loi du 4 janvier 1978 et de ses décrets d'application.

En ce qui concerne les installations techniques les entreprises devront effectuer, à leur charge, préalablement à la réception, les essais et vérifications de fonctionnement mentionnés dans le document COPREC N° 1 du 28 mai 1979, modifié par le supplément spécial n° 82-51 bis du 17 Décembre 1982.

Les procès-verbaux devront être rédigés sous la forme définie dans le document COPREC n° 2 du 23 juillet 1978, modifié par le supplément spécial n° 82-51 bis du 17 décembre 1982.

Ils seront envoyés en 3 exemplaires au Maître d'œuvre et au Bureau de Contrôle.

NOTA :

L'intervention d'un Bureau de Contrôle Technique est prévue par les documents contractuels.

L'Entrepreneur sera donc tenu, à tout moment de son intervention (étude, exécution, période de garantie), de se conformer aux directives et instructions des représentants habilités du Bureau de Contrôle.

Sur simple demande du Bureau de Contrôle, l'Entrepreneur lui fournira en deux exemplaires, les plans, détails et notes de calculs de fabrication nécessaires à l'exécution de la mission dudit bureau.

4.29 Organisme de contrôle et coordinateur SSI

Sans objet

4.30 Problème de coordination

En complément des missions de coordination assurées par le Maître d'œuvre ou ses assistants, l'entreprise doit les prestations d'usage de chantier suivantes :

Prendre contact avant exécution avec les représentants du Maître d'œuvre pour toutes les mises au point préalables portant sur la technique et le programme pour :

- Définir avec précision, avant exécution, les réservations de génie civil,
- Recevoir des ordres complémentaires sur articles éventuellement chiffrés ou modifiés, en fonction des variations de programme,
- Assurer une coordination satisfaisante avec tous les intervenants
- Le titulaire doit assister à tout RDV nécessaire au bon déroulement du projet.

4.31 OPR et Réception

4.31.1 Procédure des opérations préalables à la réception (OPR) et réception

En préalable l'Entrepreneur :

- Aura fourni, au Maître d'Ouvrage le dossier de récolement,
- Aura procédé aux essais.
- Aura procédé à l'étiquetage de tous les matériels électriques, etc...
- Aura installé toutes les plaques indicatrices conformément à la réglementation en vigueur sur les portes des locaux techniques, etc.
- Aura débarrassé le chantier de ces déchets.

La date de fin des travaux constituera un délai contractuel établi en conformité au planning général des travaux.

Lorsque les travaux de l'Entreprise sont terminés et que les installations sont en ordre de marche : fonctionnement normal des installations, celui-ci devra présenter, au moins 3 semaines avant la réception pour vérification par le Maître d'œuvre, un procès-verbal des essais qu'il a effectués ainsi que les plans d'installation mis à jour et l'ensemble des documents d'exploitation.

A ce moment-là, une visite préalable des installations sera réalisée avec le Maître d'Œuvre pour vérification et contrôle de certains résultats. Si cet examen préalable s'avère satisfaisant, l'Entrepreneur devra adresser par lettre, une demande au Maître d'Ouvrage, afin que celui-ci puisse désigner un membre de son service technique pour assister aux opérations de réception.

4.31.2 Déroulement des OPR

Elles auront lieu sur demande écrite de l'Entrepreneur, aux dates choisies par le Maître d'Ouvrage.

Mise à disposition des fluides

Tous les fluides seront fournis gracieusement par le Maître d'Ouvrage pendant la durée normale des essais prévus au planning.

Nota : Durant la phase chantier l'entreprise fera son affaire de ces besoins provisoires en fluides.

Matériels de mesure et de contrôle

Tous les matériels et appareils nécessaires seront fournis et posés par l'installateur à ses frais, ainsi que la main d'œuvre nécessaire aux essais.

L'Entrepreneur reste propriétaire de ces matériels et appareils.

4.31.3 Reception

L'entrepreneur prendra toutes dispositions pour assurer à sa charge l'assistance technique de mise en service pour les prestations de son marché.

A la réception, seront vérifiés :

- Les caractéristiques, qualités et conformité des fournitures,
- Les règles de mise en œuvre,
- La conformité avec les règlements,
- Les résultats, les essais, etc.

La réception sera prononcée par un constat signé par les représentants du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et de l'Entreprise certifiant la conformité des travaux à la réception. Elle sera prononcée après OPR satisfaisante.

Les réserves devront être levées par l'Entrepreneur à ses frais et dans le délai qui lui sera imparti. Passé ce délai, le Maître d'Ouvrage sera fondé à faire modifier ou compléter les travaux par un Entrepreneur de son choix, aux frais, risques et périls de l'Entrepreneur initial.

Les dépenses de toutes natures, que le Maître de l'Ouvrage serait obligé de faire par suite du mauvais fonctionnement de tout ou partie des installations, seront à la charge de l'Entrepreneur sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient lui être réclamés.

L'Entrepreneur reste garant de son installation jusqu'à la réception.

4.31.4 Après Reception

Pour tous les ouvrages, la garantie commence à compter de la date d'effet de la réception.

Pour les ouvrages de génie civil ou pour les ouvrages encastrés ou noyés dans le génie civil, la garantie est de 10 ans à compter de la date d'effet de la réception.

Pendant la période de garantie l'Entrepreneur doit :

- Le réglage définitif de l'installation,
- L'obligation de résultat conforme aux conditions de base contractuelles,
- Remédier à tous les désordres nouveaux et faire en sorte que l'ouvrage demeure conforme à l'état où il était lors de la réception. Toutes imperfections devront être corrigées par l'entreprise

Si l'Entrepreneur néglige de faire les réparations nécessaires dans le délai qui lui sera imparti, ces réparations seront exécutées à ses frais, risques et périls, par une entreprise choisie par le Maître de l'Ouvrage.

Le délai de garantie des ouvrages concernés par les réparations sera prolongé de la durée de la période de garantie à compter de la date des réparations.

L'installateur garantira tout le matériel pendant 1 an minimum à dater de la réception. Cette garantie ne vise pas naturellement l'usure normale ou la non observation d'instruction remise.

La garantie constructeur, si elle est supérieure à 1 an, sera répercutée intégralement sur le matériel installé.

Toute pièce, tout matériel changé ou réparé pendant la durée de garantie bénéficiera, à compter de la date de mise en service, d'une garantie d'un an ou plus si la garantie initiale était supérieure.

Toute intervention ne pourra se faire qu'en accord avec l'exploitant aux heures et jours de moindre perturbation, même de nuit ou le dimanche.

Les installations enterrées, enrobées et non visitables seront assujetties à une garantie décennale.

4.31.5 Garantie de parfait achèvement

La période de garantie commence le jour de la réception globale de l'opération.

Pendant la période de Garantie de Parfait Achèvement (ou GPA), l'entrepreneur est tenu de remplacer, à ses frais, tous les éléments qui seraient reconnus défectueux et de prendre à sa charge les travaux connexes. Les remplacements devront s'effectuer dans un délai de 5 jours à partir d'une lettre ou mail lui notifiant ces travaux. Dans le cas d'urgence, ce délai est réduit à l'instantané.

L'entrepreneur demeurera responsable de tous les accidents qui pourront résulter de la fabrication, de la combinaison ou de l'installation de ses appareils, ainsi que des dommages et intérêts qui pourraient être réclamés par suite de ces accidents.

S'il survient, pendant le délai de garantie, une avarie dont la réparation incombe à l'entrepreneur, un procès-verbal circonstancié sera dressé et lui sera notifié. S'il négligeait de faire la réparation dans le délai fixé, l'avarie serait réparée d'office à ses frais.

Aucune réparation de fortune ne sera tolérée et l'appareil complet sera échangé sous garantie et la garantie sera prolongée, pour cet appareil, d'une durée égale à celle d'origine.

Les garanties pour le matériel fourni par l'entrepreneur sont celles fixées par les normes en vigueur et par les conditions de vente des constructeurs.

La garantie ne s'applique pas au cas où l'avarie serait causée par une négligence, un défaut d'entretien (sous réserve que l'entreprise ait donné au Maître d'Ouvrage, un guide d'usage et d'entretien précis), d'utilisation irrationnelle ou défectueuse et de cas de force majeure, ni aux détériorations causées par des tiers (dans ce cas, l'entreprise devra apporter la preuve de son absence de responsabilité).

Par ailleurs, cette garantie après réception des travaux ne préjuge en rien sur la garantie générale découlant des publications et règles en vigueur qui déterminent les conditions générales de garantie dues par l'entreprise. Ainsi, même réceptionné et même après un an de garantie, il reste entendu que tout vice d'installation, même décelé postérieurement à cette période et ayant entraîné des accidents (incendie, etc.), sera imputable à l'entreprise qui devra la réparation des dommages causés tant à l'installation qu'à des tiers.

4.32 Engagement de l'entreprise

L'entreprise est censée effectuer, avant la remise de son offre sous sa seule responsabilité, tous les relevés, métrés et constatations ainsi que de prendre connaissance des dossiers architecturaux et techniques des différents corps d'état. Ceci dans le but de parfaire ses connaissances sur le projet proprement dit associé à la description des ouvrages qui suit.

Il est entendu que sa proposition de prix tient compte des travaux de base à effectuer ainsi que des travaux complémentaires obligatoirement engendrés.

D'autre part, une fois arrêté avec le Maître d'œuvre, le planning d'exécution doit être scrupuleusement respecté par les entreprises. Toute dérogation dans l'ordre d'avancement prévu doit être soumise au Maître d'œuvre. Ceci implique une régularité d'effectif pendant tout le chantier.

Chaque corps d'état intervenant dans les zones de travaux définies doit avoir un responsable de l'équipe d'exécution nommément prévu par l'entreprise et connu du Maître d'œuvre. Celui-ci est habilité à représenter l'entreprise au rendez-vous de chantier ou aux convocations du Maître d'œuvre.

4.33 Sécurité et protection de la sante

Les entreprises devront avoir tenu compte dans leur proposition de toutes les sujétions liées aux contraintes concernant la Sécurité et la Protection de la Santé tel que défini par les textes suivants :

- Loi N°93-1418 du 31 Décembre 1993
- Décret N°94-1159 du 26 Décembre 1994
- Arrêté du 7 Mars 1995
- Décret N°95.543 du 4 Mai 1995
- Décret N°95.607 du 6 Mai 1995
- Décret N°95.608 du 6 Mai 1995

Les entreprises devront notamment avoir tenu compte des mesures particulières à prendre pour le chantier et les documents à produire en vue d'assurer la maintenance des bâtiments, etc...

Les entreprises ont la charge de la sécurité de leur propre personnel, elles devront par conséquent respecter l'ensemble des règles d'hygiène et de sécurité en vigueur telles que rappelées dans les textes réglementaires ci-dessus.

Dès la remise des offres, les entreprises sont réputées avoir prévu toutes les sujétions ayant trait à la prévention et à la sécurité sur les chantiers, à ce titre, les entreprises se soumettront aux recommandations ou exigences du coordonnateur S.P.S.

Les entreprises établiront un PPSPS (Plan particulier de sécurité et de protection de la santé) prenant en compte des dispositions du PGC (plan général de coordination).

Tous les travaux seront exécutés en parfaite conformité avec les documents remis à la consultation, l'entrepreneur doit, comme faisant partie intégrale de son offre, tous les matériels et dispositifs mis en œuvre, nécessaires pour une bonne exécution des travaux tel que : Installation du matériel de manutention, de levage, de protection et de sécurité.

En fin de chantier les entreprises remettront au coordonnateur SPS en plus des dossiers de recouvrements pour le Maître d'ouvrage le dossier définissant les modalités de maintenance ou de réparation et disposition de sécurité à prendre à cet effet.

En outre, les entreprises fourniront un tableau récapitulatif des interventions ultérieures à prévoir sur les ouvrages réalisés précisant la fréquence et la nature des opérations d'entretien et de maintenance préconisées ainsi que la qualification nécessaire pour intervenir.

Ces interventions sont nécessaires à la rédaction du D.I.U.O. (dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage).

4.34 Travaux en milieu amianté et/ou plombé

L'attention de toutes les entreprises est attirée sur la présence de plomb dans plusieurs éléments (murs, plafonds, menuiseries, métallerie) de la Maison des Jardiniers. La méthode de traitement par encapsulage des éléments contaminés contenant du plomb est privilégiée.

Chaque entreprise est tenue de prendre toutes les mesures de précaution et de prévention de la santé de ses salariés, sous-traitants et prestataires de service, lors de leurs interventions et présence dans ces zones.

Conformément aux dispositions du Code de la santé publique (articles R.1334-1 et suivants) et du Code du travail (articles R.4412-152 et suivants), les entreprises devront :

- Prendre connaissance des rapports de diagnostic plomb fournis par le maître d'ouvrage et intégrés au dossier de consultation,
- Vérifier sur site la présence effective de matériaux ou revêtements plombés
- Mettre en œuvre les procédés et protections adaptés afin d'assurer la sécurité des travailleurs et des tiers (confinement, protections individuelles imposées par la réglementation et rappelées dans le dossier de consultation dont la fourniture et l'entretien est à ses frais, protection et mesures libératoires nécessaires, conformément aux exigences des organismes de protection de la santé.)

- Procéder à la gestion, au conditionnement et à l'élimination des déchets conformément aux filières réglementaires agréées.

Les coûts afférents à ces mesures sont réputés compris dans les prix du marché.

Dans la zone Escaliers (RDC-combles), la mise en œuvre des protections collectives de confinement est à la charge de l'entreprise qui interviendra sur le retrait des éléments contaminés, soit le titulaire du lot 02 conformément aux prescriptions spécifiques du CCTP du lot. L'entretien de ces protections collectives ainsi que les aspirations et tests intermédiaires rendus nécessaires par la réalisation des travaux de chacun seront réalisés par le lot 02 à ses frais.

Les mesures finales seront réalisées par un opérateur désigné par le maître d'ouvrage avant le déconfinement.

Dans leur PPSPS, chaque entreprise susceptible de travailler dans ou à proximité des zones concernées devra expliquer leurs modes opératoires concernant leur intervention en zones où la présence de plomb a été détectée.

Le présent dossier de consultation comporte :

- Un rapport d'expertise en date du 20/09/2025 regroupant : le Diagnostic amiante et plomb avant travaux, Constat de risque d'exposition au plomb (Crep), avec repérages des zones et ouvrages où la présence de plomb a été détectée.
- Le PPSPS du Coordonnateur SPS.

4.35 Réglementation

4.35.1 Généralités

L'entrepreneur chargé de l'exécution des travaux est tenu de respecter l'ensemble des documents législatifs et réglementaires qui s'appliquent à l'ensemble de cette réalisation ainsi que les documents qui régissent techniquement les travaux de tous les corps d'état.

L'entrepreneur étant réputé connaître l'ensemble des textes concourant à l'établissement et à l'exécution du projet dans les règles de l'art.

En conséquence, l'entrepreneur doit inclure dans son offre toutes prestations et sujétions conformes aux Règlements et DTU en vigueur à la date de remise de son offre ou le premier jour du mois d'établissement des prix comme précisé au CCAP.

L'entreprise devra tenir compte des prescriptions et demandes qui seront formulées par les Services Publics tels que : ARS, DDT, Service d'Assainissement, etc ...

4.35.2 Règlements et Decrets

En complément des pièces contractuelles du marché, l'entrepreneur doit se conformer aux textes et règlements prescrits par :

- le Code de l'Urbanisme et de la Construction,
- le Code du Travail,
- le Code de la santé publique,
- tous les décrets, arrêtés, règlements administratifs qu'ils soient d'ordre National, Ministériel, Préfectoral, Départemental ou Communal,
- les Cahiers des Clauses Techniques Communes (CCTC) applicables aux travaux

Outre ses informations personnelles, l'entreprise doit se référer au Recueil des Eléments utiles à l'Etablissement et à l'Exécution des projets de marché en France (REEF).

En cas de discordance entre les différents documents, celui de date la plus récente fait foi.

Devront être également prises en compte, les prescriptions du Règlement Sanitaire Départemental et, d'une façon générale, toutes les prescriptions particulières locales applicables, notamment celles des sociétés concessionnaires pour les raccordements aux réseaux (eau, électricité, téléphone, égouts, aviation civile, ITAC 14 bis, etc.) et pour les services publics (Téléphone, ramassage des ordures, etc.).

4.35.3 Documents Techniques Unifiés (DTU)

Sont applicables, aux matériaux et matériels employés d'une part et à l'exécution des travaux d'autre part, les prescriptions et recommandations des Cahiers des Charges et des Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (DTU) ainsi que des mémentos, additifs et errata qui les accompagnent.

Les diverses règles de calculs éditées par le CSTB.

La liste des DTU, CCS, etc. est celle publiée :

Le Cahier du CSTB du mois précédent la date de lancement de l'appel d'offres.

4.35.4 Normes Françaises (NF)

Les matériaux et leur mise en œuvre, dont la réalisation est prévue au marché, doivent satisfaire aux dispositions édictées par l'ensemble des Normes Françaises (NF) publiées par l'Association Française de Normalisation (AFNOR) et homologuées par arrêté ministériel, les normes européennes (EN), les normes d'autres pays européens non encore harmonisées.

Pour tous les travaux d'électricité et le matériel électrique, il est fait application de toutes les normes établies par l'Union Technique d'Electricité (UTE) en complément de celles édictées par l'AFNOR. Il est nécessaire de se référer aux normes également indiqué dans les CCTP.

En cas de discordance entre les différentes normes, celle de date la plus récente fait foi. La liste des normes mis en avant dans les documents est non limitative. Les entreprises en charge des travaux sont sachante sur ce domaine et doit appliquer la réglementation.

4.35.5 Avis Techniques

Les avis techniques instruits et prononcés par un groupe spécialisé de la commission ministérielle créée par l'arrêté du 21 mars 2012.

Ceux-ci devront avoir obtenu une révision ou être encore en vigueur à la date présumée de réception, faute de quoi les matériaux et matériels seraient refusés d'office.

Les dernières éditions de ces avis techniques seront les seules prises en considération.

4.35.6 Documents publiés par les organismes divers

L'entrepreneur doit également se conformer aux documents édités par les divers organismes professionnels tels que les Chambres Syndicales, mémentos professionnels, etc.

Néanmoins, ces documents ne peuvent en aucun cas déroger aux règlements, normes et DTU. En cas de contradiction, seuls ces derniers priment.

4.35.7 Prescriptions des fabricants

L'entrepreneur doit mettre en œuvre les matériaux conformément aux prescriptions des fabricants, telles que définies dans les avis techniques, documentations et notices techniques de ces derniers.

4.36 Tolérances Dimensionnelles

Les valeurs des tolérances dimensionnelles des ouvrages finis sont précisées dans les :

- Normes
- D.T.U. / C.C.T.G.
- Règles professionnelles.

Les entrepreneurs devront pour leurs ouvrages, respecter strictement ces tolérances.

Dans le cas de dépassement de ces tolérances dimensionnelles, le Maître pourra refuser l'ouvrage et exiger son remplacement.

4.37 Prescriptions incendies

Il est rappelé que dans le cadre d'un marché de travaux, les entreprises doivent mettre en œuvre les matériaux, produits et composants de construction qui doivent être conformes aux prescriptions contractuelles pour ce qui est de leur provenance, de leur qualité, caractéristiques et performances.

Dans le cadre de cette obligation, les entreprises devront pour tous les ouvrages du marché concerné par la réglementation sécurité contre l'incendie, assurer et garantir une mise en œuvre des matériaux concernés absolument conformes aux conditions spécifiées dans le PV d'essais au feu du matériau considéré.

Les entreprises devront fournir les procès-verbaux de résistance au feu des matériaux utilisés en fonction de leur destination ceci avant le démarrage du chantier et au plus tard avant toute mise en œuvre.

La réglementation applicable à l'opération, les principes généraux de sécurité, les dispositions de construction et d'isolement ainsi que les conditions d'aménagements intérieurs sont exposés dans la notice de sécurité.

4.38 Dispositions particulières relatives au permis de construire

Les entreprises devront respecter les dispositions particulières du permis de construire ou de la déclaration préalable et de ses annexes. Les entreprises devront également prendre en compte les attendus du PC dans leur offre.

Ces documents pourront être consultés au stade de l'appel d'offre par les entreprises consultées aux bureaux de la Maîtrise d'œuvre ou de la Maîtrise d'ouvrage.

4.39 Conformité du projet avec la réglementation acoustique et la réglementation thermique

Le projet tient compte de l'application de la N.R.A. en matière d'isolement acoustique. Si dans le dossier une notice acoustique a été réalisé, les entreprises devront également prendre en compte les prescriptions de cette notice au même titre que toutes les autres pièces du dossier

Les caractéristiques du projet seront conformes au référentiel de la RE 2020 existant en matière de caractéristiques thermiques.

4.40 Connaissance et respect des textes normatifs et dispositions précitées

Les entreprises sont censées avoir une parfaite connaissance des textes réglementaires normatifs et de qualités techniques visés ci-dessus et s'engagent à en appliquer scrupuleusement les prescriptions qui figurent dans ces textes et réglementations ainsi que les indications des schémas et dessins qui y sont éventuellement annexés.

4.41 Modifications apportées à la suite d'un changement de réglementation

Les entreprises devront impérativement prendre en considération, lors de l'exécution des travaux, tous nouveaux règlements ou nouvelles normes mises en vigueur.

Aucune mise en œuvre ne devra être effectuée par une entreprise sans qu'elle se soit assurée, au préalable, qu'aucun règlement nouveau, modification ou suppression d'agrément etc... ne vient en interdire l'exécution tel que prévu ou créer des contraintes non connues à la date de l'appel d'offres. Les entreprises devront aviser l'Architecte de tous faits portés à sa connaissance par les organismes professionnels spécialisés.

En cas de modification des ouvrages ou de leur mode d'exécution consécutive à ces modifications de réglementations et après accord de l'Architecte, des devis de travaux modificatifs seront présentés au Maître de l'Ouvrage après vérification préalable de l'Architecte.

4.42 Liaisons entre les intervenants

La liaison entre les différentes entreprises et les entreprises sous-traitantes concourant à la réalisation du projet devra être parfaite et constante avant et pendant l'exécution des travaux.

Dans le cadre de cette liaison entre toutes les entreprises :

- L'entreprise principale prendra contact avec les entreprises et entreprises sous-traitantes concernées afin d'obtenir tous renseignements en ce qui concerne les ouvrages de finition et d'équipement dont l'exécution aura une incidence sur la réalisation des travaux
- Elles réclameront au Maître d'œuvre en temps voulu toutes les précisions utiles qu'elles jugeront nécessaires à la bonne exécution de ces prestations
- Elles se mettront en rapport en temps voulu avec les entreprises sous-traitantes dont ces travaux sont liés avec d'autres afin d'obtenir tous les renseignements qui lui sont nécessaires.
- Elles seront tenues de prendre toutes dispositions utiles pour assurer l'exécution des travaux tous corps d'état en parfaite liaisons avec chacune des entreprises sous-traitantes
- A aucun moment durant le chantier elles ne pourront se prévaloir d'une absence de coordination ou d'un manque de renseignements pour ne pas effectuer des prestations lui incombant ou ne pas fournir de renseignements ou des plans ou dessins nécessaires aux corps d'état dans la poursuite de leurs travaux

4.43 Présentation des offres

L'entreprise devra joindre à sa proposition une décomposition du prix global et forfaitaire établie sur la base et dans l'ordre des différents articles des C.C.T.P ceci conformément au cadre D.P.G.F. joint au dossier d'appel d'offres.

Ce cadre D.P.G.F. est décomposé en chapitres de travaux.

Ce cadre fera ressortir pour chacun des ouvrages, les unités, les quantités, les prix unitaires et les produits par article.

Les propositions optionnelles seront ressorties séparément en annexe à la proposition de base.